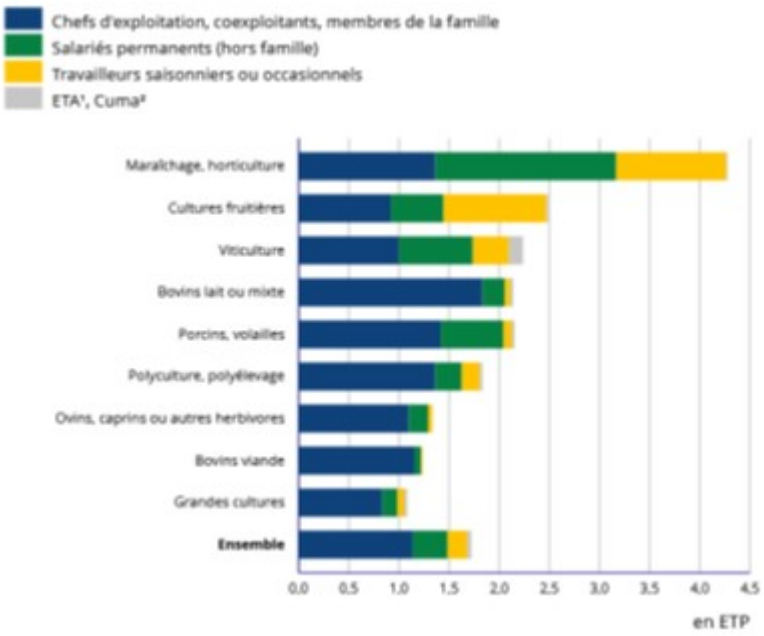
Les salariés, invisibles dans la crise agricole

20 septembre 2024

Un rapport publié par Humanité et Biodiversité en juillet 2024 s'intéresse à la condition et au rôle des salariés dans le monde agricole en France. En s'appuyant sur les données du recensement agricole de 2020, les auteurs rappellent que ceux-ci représentent une part importante de la main-d'œuvre, variable selon les productions (figure).

Recours à l'emploi salarié selon les orientations technico-économiques des exploitations



Source : Humanité et Biodiversité, d'après RA 2020

Les 170 400 salariés permanents et 400 000 travailleurs saisonniers représentaient en 2020 environ 35 % de la charge de travail total en équivalent temps plein (ETP), contre 17 % en 1980. Le nombre de saisonniers est toutefois probablement sous-estimé par cette approche en ETP.

Ces salariés, *a fortiori* les saisonniers, sont confrontés à des conditions de travail difficiles, une protection sociale faible et un manque de reconnaissance. Dans une enquête menée par l'Association des salariés agricoles de France, en 2022, la moitié d'entre eux se plaignaient aussi d'une pression trop forte. En outre, des disparités ont été constatées en matière d'équipements, de sécurité et de respect du droit du travail. 8,5 % des salariés ont ainsi été payés en retard ou sans transmission de fiche de paie et 20 % ne se sentent pas en sécurité sur leur lieu de travail.

Les auteurs formulent plusieurs recommandations. Tout d'abord, ils incitent à recourir de façon accrue à la main-d'œuvre salariée dans le cadre de la transition agro-écologique. En effet, la baisse de l'utilisation des intrants extérieurs se traduit par une augmentation du travail humain, comme le montre la production en agriculture biologique. Ensuite, ils proposent plusieurs

leviers pour améliorer la situation des salariés et rendre ce statut plus attractif, en particulier leur offrir la possibilité de participer plus activement aux négociations menées dans le cadre des politiques agricoles et alimentaires, dont la PAC.

Johann Grémont, Centre d’études et de prospective

Source : Humanité et Biodiversité